

# LE REFUS DE LA GUERRE

**U**NE fois de plus, la grande majorité des Français prend ses désirs pour des réalités, et pense que la paix en Algérie est « à la porte » ; une fois de plus, la majorité des Français semble oublier que la guerre continue : mais les soldats, que l'on utilise encore à pacifier l'Algérie, ne l'oublent pas ; ils éprouvent un sentiment de plus en plus violent de dégoût et de révolte lorsqu'on veut les engager contre leur gré dans la guerre coloniale. Certains d'entre eux, parmi les plus conscients, cherchent à réveiller l'opinion en refusant la guerre.

Depuis octobre, après notre camarade P. Boisgontier, sept jeunes, déjà à l'armée ou sur le point d'être appelés, ont manifesté publiquement leur refus de la guerre et réclamé un service civil pour « faire la paix avec les armes de la paix ».

P. Boisgontier, ancien président de l'A.G. des Etudiants de Nancy, ex-infirmier chez les parachutistes, est toujours en prison à Metz ; son procès doit avoir lieu prochainement, bien que les autorités civiles et militaires cherchent par tous les moyens à étouffer l'affaire.

J. Muir, étudiant à Rouen, après avoir résilié son sursis, a été arrêté en décembre ; rappelons qu'à cette occasion l'Action Civique Non Violente, qui soutient l'action des jeunes réfractaires, réussit une manifestation de solidarité au square de Cluny ; quatorze manifestants furent arrêtés, et certains viennent seulement d'être libérés.

Le 16 janvier, trois autres réfractaires étaient mis en prison : Jean Lagrave, technicien chimiste à Marolle-en-Hurepoix (S.-et-O), parachutiste et sur le point de partir en Algérie, Ch. Fiquet, étudiant, habitant à Gennevilliers, cuirassier dans une caserne d'Allemagne, A. Rubini, maçon à Echirrolles (Isère). Depuis J. Lagrave a été transféré à Montauban et Ch. Fiquet en Algérie : on doit redouter que les parachutistes ne « s'occupent d'eux » pour essayer de les faire changer d'avis.

Quatre autres jeunes sont sur le point d'être

arrêté ; comme A. Liechti et H. Cheyrouze, tous ont manifesté clairement les raisons de leur attitude. Rappelons les termes de la lettre que chacun d'eux a adressée au président de la République : « Après six ans de terrorisme et de répression, je ne doute plus que le combat militaire soit inapte à construire la paix. Même les actes les plus désintéressés sont faussés par le cadre de la violence dans lequel le soldat est contraint de les insérer. Aussi je pense qu'il est temps pour les jeunes Français de poser des actes pacifiques réels... »

On comprend que certains jeunes soldats, logiques avec eux-mêmes, refusent de partir en Algérie ; et ce refus, même individuel, n'est pas un acte « moral », mais un acte politique, dans ses motivations et surtout dans ses conséquences. Bien qu'ils accompagnent leur geste de préoccupations « morales » (d'où l'idée de service civil, destiné à donner un « contenu positif » au refus), P. Boisgontier et ses camarades pensent travailler à la solution politique du problème algérien : ils veulent, par un acte où ils s'engagent tout entier, forcer les gens à réfléchir au scandale de la guerre ; ils veulent ainsi les contraindre à agir pour la paix.

Notre parti soutient ce refus public de la guerre parce qu'il estime que « les gestes de P. Boisgontier et de ses camarades sont susceptibles, indépendamment de leur motivation, de recueillir un écho réel, en particulier dans la jeunesse » (motion de Conseil National de novembre). Le refus des jeunes est un des éléments qui peuvent faire progresser la lutte d'ensemble contre la guerre : nous avons assisté en novembre au développement parallèle de ce refus et de l'action des masses ; souhaitons qu'à nouveau les gestes des jeunes qui se font emprisonner soient le prélude d'un vaste mouvement populaire contre la guerre. La meilleure façon de manifester notre solidarité avec ces jeunes, et avec tous les soldats qu'on envoie en Algérie contre leur gré, c'est de lutter de toutes nos forces pour le rétablissement de la paix.